

RAPPORT N° 335 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 14 MAI 2022

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 7 au 14 mai 2022 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au moins trois (3) personnes ont été assassinées au cours de cette période dans différentes localités du pays.

Le rapport déplore également les cas de trois (3) militants du parti CNL (Congrès national pour la liberté) qui ont été arrêtés arbitrairement par le responsable du Service national de renseignement (SNR) en province de Muyinga et d'un (1) agent de la fondation STAMM dans cette même province qui est porté disparu depuis dix jours après avoir été enlevé par des agents du SNR.

1. Atteintes au droit à la vie

- Dans la matinée de lundi 9 mai 2022, un corps sans vie en décomposition d'un homme non identifé a été découvert flottant sur les eaux de la rivière Maragarazazi sur la sous-colline de Muterama de la colline de Mbizi, frontalière avec la République unie de Tanzanie, en commune de Kibago de la province de Makamba (sud du Burundi).

Selon des témoins de la découverte macabre, le corps de la victime était tout nu et présentait de graves blessures au niveau de bouche. Ils pensent que la victime serait parmi des burundais qui rentrent de la Tanzanie dans le cadre de leur travail saisonnier dans ce pays.

- Dans la soirée de mardi 10 mai 2022, le corps sans vie d'un enfant de 9 ans connu sous le nom de Fabrice Iteriteka a été découvert gisant dans un champ de



bananeraie sur la colline de Gihororo de la commune de Gatara, en province de Kayanza (nord du Burundi).

Selon les témoins de la découverte lugubre, Fabrice Iteriteka a été tué par strangulation par des gens non encore identifiés pendant l'absence de sa mère qui s'était rendue à une station de lavage du café cerise proche de leur domicile.

- Dans la matinée de jeudi 12 mai 2022, le corps sans vie d'une femme dénommée Aline Ndayikomeyamashi a été retrouvé sur la colline de Gasenyi, au quartier de Kigwati II de la commune de Buganda, en province de Cibitoke (nord-ouest du Burundi).

Selon des témoins, le corps d'Aline Ndayikomeyamashi, mère de deux enfants et petite commerçante de la patate douce, a été découvert par des cultivateurs qui se rendaient dans leurs champs. Ils précisent que cette femme a d'abord été violée par ses bourreaux avant de l'assassiner.

D'après la même source, la dépouille de la victime a été acheminée à l'hôpital de Cibitoke pour autopsie.

2. Atteintes au droit à la liberté : arrestations et détentions arbitraires

- Le samedi 7 mai 2022, trois militants du parti CNL (Congrès national pour la liberté) ont été arbitrairement arrêtés dans différents endroits au chef-lieu de la province de Muyinga (nord-est du Burundi) et conduits par le responsable du Service national de renseignement (SNR) dans cette province, le colonel de police Félix Havyarimana, vers une destination inconnue.

Selon des témoins, les deux premiers militants du CNL, à savoir Evariste Hakizimana et Cyriaque Rwasa, ont été arrêtés dans l'après-midi de samedi alors qu'ils venaient de rentrer de leurs services. Evariste Hakizimana, rapatrié de la Tanzanie depuis le mois de novembre dernier, a été arrêté à son domicile sis au quartier Kinyota au chef-lieu de la province de Muyinga tandis que Cyriaque



Rwasa, un enseignant à l'école fondamentale de Kaze Kibondo de la zone de Rugari dans la même province, a été arrêté alors qu'il rentrait chez lui dans la ville de Muyinga. Le troisième militant du CNL, Dieudonné Nibaruta, responsable provincial de l'idéologie et propagande au sien de ce parti, a été arrêté à son domicile sis au quartier Swahili vers 23 heures.

Les mêmes sources ont précisé que tous les trois militants du CNL ont été arrêtés sans mandat ni convocation par le même responsable du SNR à Muyinga et qu'ils ont été embarqués à bord de son véhicule de service immatriculé E0535A vers une destination inconnue.

SOS-Torture Burundi dénonce des violations récurrentes des droits de l'homme imputables aux agents du SNR qui sont commises dans l'impunité totalité et avec le soutien ou l'assentiment des pouvoirs publics.

3. Cas d'enlèvement ou de disparition forcée

- Depuis dix jours, Claver Kantungeko, un habitant du quartier de Kinyami situé au chef-lieu de la province de Ngozi (nord du Burundi), est porté disparu après avoir été enlevé par des agents du SNR à Ngozi.

Selon des témoins, Claver Kantungeko, un agent de la fondation STAMM à Ngozi, avait été arrêté le 2 mai 2022 par des agents du SNR dirigés par un certain Pascal Ciza et conduit vers une destination inconnue.

D'après la même source, la femme de Claver Kantungeko, Perpétue Nizigiyimana, s'était rendue le lendemain au bureau du SNR à Ngozi pour s'enquérir du son sort de son mari mais, curieusement, au lieu d'exaucer sa demande, elle a été à son tour arrêtée et transférée le même jour au cachot de la police judiciaire à Ngozi,



après avoir été accusée sans preuve d'être impliquée dans la disparition de son mari.

SOS-Torture Burundi déplore les violations flagrantes des droits de l'homme par des agents du Service national de renseignement (SNR) qui sont toujours entérinées par des autorités du pays même de haut niveau, instituant ainsi le SNR en sanctuaire de l'impunité au Burundi.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situées à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.